Les occupations d'usines dans l'Italie des années 20

Les conseils italiens



COLLECTION REPERES





Extrait de "Autogestion, État, Révolution" publié par le Groupe Noir & Rouge aux Éditions du Cercle et aux Éditions de la Tête de Feuilles. CHANGER LE MONDE, 1972.
Réédité par Zanzara athée, 1999.

LES OCCUPATIONS D'USINES DANS L'ITALIE DE 1920
LES CONSEILS ITALIENS

Voyons tout d'abord le panorama que présente le pays. La fin de la guerre a appauvri la nation, la droite tente d'utiliser les anciens combattants contre la gauche qui encourage les revendications révolutionnaires : imiter la Russie qui est en train de détruire le capitalisme.

Depuis mai 1919 environ les syndicalistes, certains marxistes (Gramsci) et les anarchistes discutent et répandent l'idée des conseils d'usine.

Au mois de mars 1920 de nombreuses usines sont occupées à Milan, à Turin, les paysans prennent les terres des grands propriétaires au sud. Mais le parti socialiste et le syndicat qu'il domine et qui regroupe la plupart des travailleurs, ne font rien, le mouvement isolé est vaincu, les usines et les terres sont rendues par la police à leurs propriétaires.

En août, les grèves se multiplient, et les patrons d'usines se décident au lock-out, à fermer les usines. Spontanément les ouvriers empêchent ce mouvement en occupant les usines. Plus d'un demi-million de travailleurs sont dans les lieux de travail.

Un témoin décrit :

« *Les patrons et leurs représentants furent mis à la porte ; certains partirent spontanément, après avoir nommé un conseil officiel d'administration parmi les ouvriers. Des techniciens firent cause commune avec les travailleurs et restèrent à leur poste. Mais beaucoup préférèrent s'en aller avec les patrons, ou furent chassés car leur fonction allait de pair avec celle de patron ou actionnaire.*

Dans chaque usine, des décisions furent prises pour pouvoir continuer la production indépendamment de la direction patronale. Des conseils d'usines se constituèrent, là où il n'y en avait pas encore, et prirent la direction technique des établissements. Certains ouvriers plus capables prirent le poste des employés absents ; les équipes et le travail furent organisés.

Les ouvriers s'armèrent. Ils transportèrent dans les ateliers les

réserves d'armes et de munitions d'usines de guerre occupées. Des armes furent achetées. Certains ateliers en fabriquèrent. Eu quelques jours toutes ces usines étaient devenues autant de forteresses, petites ou grandes. Quand une équipe travaillait, l'autre veillait avec fil de fer barbelé, sentinelles, etc. La nuit, la surveillance était encore plus intense, avec le renfort des ouvriers qui ne travaillaient pas et des éléments révolutionnaires.

Dans les grandes villes, il y avait également des organes embryonnaires de liaison entre les usines, mais à dire vrai bien insuffisants. Les liaisons entre les usines des différentes provinces étaient encore plus insuffisantes, et aux mieux faites par la presse et des envoyés.

On tenta également de continuer les services d'échange et de vente de produits et de fournitures de matières premières. On réussit en certains endroits, mais sur une petite échelle malgré l'aide des cheminots et des ouvriers du transport. On vit que c'était là le point faible qui empêchait la prolongation du mouvement et le limitait aux seules industries de la métallurgie. » [1]

Tandis que les ouvriers s'organisaient et préparaient une nouvelle société, le parti socialiste et son syndicat de masse [2] se réunissaient. Le 10 septembre la solution insurrectionnelle et révolutionnaire était écartée. Le 15, Le Premier ministre annonçait la création d'une commission paritaire d'étude [3] afin de préparer un projet de loi sur « *l'intervention des ouvriers dans le contrôle technique et financier et dans l'administration des entreprises* » [4].

Les anarchistes écrivaient : « *Travailleurs, une occasion plus favorable que celle-ci - pour tenter d'obtenir la libération définitive - ne s'est jamais présentée jusqu'à présent, et nous ne pouvons savoir si et quand elle se représentera : ne la laissez pas passer en vain ! Aujourd'hui vous êtes la force, et l'impuissance du gouvernement contre votre volonté est évidente.*

Osez encore, osez plus ; et la victoire ne pourra manquer » [5].

Cependant les patrons et l'état-major syndical arrivaient un accord, la base devait se prononcer par vote secret. La discipline syndicale étant grande, le résultat ne faisait pas de doute. « *Ouvriers ! Avant*

d'abandonner les établissements, réfléchissez bien à tout, SAUVEZ TOUT. Dehors, la police vous attend. Ne vous rendez pas avec armes et bagages. Les saboteurs de la révolution seraient trop contents. » [6]

Le 23 et le 24 le vote avait lieu, le 25 les ouvriers sortaient, les patrons reprenaient leurs usines. Deux ans plus tard, Mussolini prenait le pouvoir, la plupart des membres de l'état-major syndical devinrent députés fascistes.

En dépit des défauts relevés par le témoin (absence de liaison et de distribution véritables) les conseils d'usine avaient montré deux choses : a) le caractère révolutionnaire des occupations et la fable de la cogestion ; b) le caractère pratique des occupations : la production et la distribution continuaient.

LA POLEMIQUE SUR LES CONSEILS

Le mouvement des conseils trouva sa route barrée par deux forces de l'ordre : les groupes de la grande industrie, et les hiérarchies syndicales. Autant les premiers que les seconds tendaient à conserver une structure déterminée de la société italienne : les Olivetti, les Agnelli et les Pirelli entendaient conserver leurs monopoles, leur prestige et leur hégémonie à l'intérieur et en dehors de l'usine ; les Colombino, les D'Aragona, les Baldesi entendaient préserver l'équilibre, grâce à leur médiation, instauré dans les rapports de travail, et le droit exclusif de représenter les travailleurs auprès de leur ennemi de classe et de l'État.

Le mouvement changea cette situation, et frappa au cœur plus qu'au portefeuille l'organisation capitaliste, en enlevant toute autorité aux organisations syndicales, en les remplaçant par une forme d'organisation ouvrière plus adéquate au mouvement révolutionnaire.

Nous verrons plus loin la résistance des entrepreneurs piémontais ; mais non moins âpre fut le ressentiment des cercles confédéraux syndicaux, effrayés de voir leurs positions reculer dans le Piémont.

Dans Battaglie Sindicali, organe de la C.G.T., le mouvement des conseils fut soumis à de violentes attaques et dénoncé comme un réveil, et une soudaine éruption d'« anarchisme ». C'était alors une méthode assez

répandue, dans tout le camp social-réformiste européen, d'accuser d'« anarchisme » tous les mouvements révolutionnaires, du Spartacus en Allemagne, jusqu'au Bolchevique en Russie.

Même le groupe de l'Ordine nuovo et avec lui toute la section turinoise du parti socialiste, fut l'objet de dures attaques dans ce sens, non à cause de la présence dans le mouvement des conseils d'anarchistes déclarés, mais à cause de son énergique défense du droit de tous les travailleurs, syndiqués ou non, à participer aux conseils.

L'Ordine nuovo répondit à ces critiques, en démasquant les fonctionnaires syndicaux, qui ne cherchaient qu'à avoir des gens « qui ont une carte », des moutons et non des militants ouvriers décidés à défendre et à affirmer concrètement dans l'usine, les droits de leur classe. Cette polémique à l'intérieur du parti socialiste s'approfondit jusqu'au congrès de Livourne qui dévia la querelle sur la question formelle de l'adhésion à l'internationale de Moscou.

Plus riche, au contraire, fut la polémique à l'intérieur même du mouvement des conseils ; entre les groupes qui comme l'Ordine nuovo de Turin et Le Soviet de Naples se dirigeaient vers la
fondation du parti communiste italien, et ceux qui se rassemblaient autour de l'U.S.I. (syndicaliste révolutionnaire) et de l'U.A.I. (Union Anarchiste Italienne), le débat fut riche et fécond.

Commençons par l'Ordine nuovo.

Dans la première série du journal qui va du 1er mai 1919 jusqu'à la fin de 1920, on peut sentir deux périodes, qui correspondent à deux influences : celle de Tasca d'abord, puis celle de Gramsci. Tasca bien qu'au début, farouche défenseur des conseils, était un esprit confus et imprécis, si bien qu'en un laps de temps relativement court, il changea souvent de courant (rappelons qu'il passa ensuite à la social-démocratie). Une polémique avec l'anarchiste Garino l'amena à écrire un article dans l'Ordine nuovo où il soutenait la thèse selon laquelle le syndicat devait d'abord défendre les intérêts de l'ouvrier comme salarié (pour Garino, il devait développer une conscience de producteur chez l'ouvrier), mais où surtout transparaissait l'idée que le conseil devait s'insérer dans les cadres syndicaux et être subordonné à eux.

Gramsci, dans le numéro suivant, répondit que le conseil d'usine est le

début historique du processus qui conduit à la fondation de l'État ouvrier, mais qu'il doit être autonome. Il se plaçait ainsi entre Garino et Tasca ; ce dernier leva alors le ton et proclama sa foi dans la dictature du prolétariat, son opposition à la démocratie ouvrière ; le conseil doit être l'instrument du parti ; il traita Gramsci de « syndicaliste » et d' « anarchiste » !

Tasca s'éloigna alors du journal dont ce fut alors la période « gramsci ».

Il nous faut aussi mettre l'accent sur les interventions de Bordhiga dans le journal de Naples, le Soviet ; celui-ci souleva le problème du pouvoir politique, qui intervient et qui brise toute tentative d'édification du socialisme par le bas comme les conseils, lorsque ceux-ci ne sont pas immédiatement et graduellement incorporés par l'ordre bourgeois.

L'objection était juste, mais Bordhiga, prisonnier de vieilles formules, ne parvenait pas à résoudre le problème du pouvoir, sinon dans le sens de sa conquête, du moins dans celui de sa destruction ; c'est pourquoi il ne pouvait saisir la fonction immédiatement positive des conseils dans le cours de la destruction de l'État, opérée par le mouvement politique de la classe.

LA CONTRIBUTION DES ANARCHISTES

La contribution des anarchistes à l'élaboration de la théorie des conseils peut se résumer à deux apports essentiels.

a) C'est seulement dans le cours d'une période révolutionnaire que les conseils d'usine peuvent avoir une véritable efficacité, et se constituer on moyens valables pour la lutte des classes et non pour la collaboration de classes. En période contre-révolutionnaire les conseils finissent par être limités par l'organisation capitaliste car celle-ci n'est pas toujours opposée à la cogestion morale de la part des travailleurs. C'est pourquoi avancer l'idée des conseils dans une période contre-révolutionnaire signifie porter gravement préjudice à la formule même des conseils d'usine comme mot d'ordre révolutionnaire.

b) Les conseils ne résolvent qu'à moitié le problème de l'État : ils vident celui-ci de ses fonctions sociales, mais ils ne l'éliminent pas ; ils vident l'appareil étatique de son contenu sans le détruire. Mais

puisque l'on ne peut vaincre l'État en l'ignorant, parce qu'à chaque instant il peut faire sentir sa présence en mettant en mouvement son mécanisme de répression et de sanction, il convient de détruire aussi ce mécanisme. Les conseils ne peuvent accomplir cette opération, et pour cela, il faut l'intervention d'une force organisée, le mouvement spécifique de la classe qui mène à bien une telle mission. C'est seulement ainsi que l'on peut éviter que le bourgeois, chassé par la porte dans ses vêtements de patron ne rentre par la fenêtre déguisé en flic.

Ceci montre que la question soulevée dans la querelle entre l'Ordine nuovo et le Soviet peut être résolue ; ceux de l'Ordine nuovo sous-estimaient le problème de l'État en ce sens qu'ils avaient tendance à ne pas s'en occuper ; ceux du Soviet le surestimaient car ils voulaient s'en emparer, tandis que les anarchistes le plaçaient au centre de leurs préoccupations pour réaliser sa liquidation, sur le terrain politique.

Les occasions de discuter ces thèses furent nombreuses ; la première fut offerte par le congrès national de l'Union Syndicale Italienne (U.S.I.) qui se tint à Parme en décembre 1919. Les conseils avaient donné leur adhésion à cette union et avaient envoyé un représentant (l'ouvrier de Turin, Matta). On y parla pour et contre les conseils, mais pas toujours avec une connaissance suffisante du sujet. Cependant, à l'issue des débats une importante résolution fut approuvée, qui condensait les observations positives des débats.

Avant de lire cette résolution il nous faut donner quelques précisions en ce qui concerne l'U.S.I.

On a souvent dit et cru que l'U.S.I, était « anarchiste », peut-être parce que le nouveau secrétaire Borghi était déjà connu comme militant anarchiste. L'U.S.I. ne pouvait se dire anarchiste pour le simple fait qu'il n'y avait pas de sélection idéologique mais un recrutement ouvrier sur la base du métier. Cela n'empêche que lorsque ce syndicat se plaçait en dehors de la conquête de l'État, repoussait toute participation aux organismes de discussion avec le patronat, et se refusait à la conquête parlementaire, pour pratiquer sa tactique de l'action directe, ce syndicat était considéré et se

considérait lui-même inspiré des vieilles idées de la première internationale, c'est-à-dire d'inspiration anarchiste.

CONGRES DE L'U.S.I. A PARME
- Décembre 1919 - résolution finale

« *Le congrès salue chaque pas en avant du prolétariat et des forces politiques vers la conception pure du socialisme niant toute capacité de démolition et de reconstruction à l'institution historique, typique de la démocratie bourgeoise, qui est le Parlement, cœur de l'État ;*

Considère la conception dite des « Soviets » de reconstruction sociale comme antithétique de l'État et déclare que toute superposition au fonctionnement autonome et libre des soviets de toute la classe productrice, unie dans l'action défensive contre ta menace de la réaction et par les nécessités administratives de la future gestion sociale, est considéré par le prolétariat comme une atteinte au développement de la révolution et la réalisation de l'égalité dans la liberté ;

Déclare pour ces raisons, toute sa sympathie et son encouragement à cette initiative du prolétariat, que sont les conseils d'usine, qui tendent à transférer dans la masse ouvrière toutes les facultés d'initiative révolutionnaire et de reconstruction de la vie sociale, en mettant cependant bien en garde les travailleurs contre toutes les déviations possibles (vers une solution réformiste) de la nature révolutionnaire d'une telle initiative, contraires aussi aux intentions de la meilleure partie du prolétariat ;

Invite cette partie du prolétariat à considérer les nécessités de préparer des forces d'attaque révolutionnaire, sans lesquelles il ne serait jamais possible que le prolétariat assume la gestion sociale. »

Le congrès explicita ensuite dans ces termes, les dangers de déviation contenus dans l'expérience des conseils d'usine :

« *Les conseils d'usine pourraient dégénérer en de simples commissions internes pour le bon fonctionnement de l'atelier, pour l'augmentation d'une manière bourgeoise de la production, pour régler les différends internes, etc.*

Il serait possible d'invertir la logique du processus révolutionnaire, et

croire que l'anticipation de la forme de la future gestion sociale suffise à faire tomber le régime haï ;

On pourrait oublier que l'usine est propriété du patron parce qu'il y a l'État (le gendarme) qui la défend ;

Il ne faudrait pas tomber dans l'erreur qui consiste à croire que la question de forme résoudra la question de la substance de la valeur idéale d'un mouvement déterminé. »

Une discussion encore plus approfondie eut lieu lors de la préparation du congrès de l'Union Anarchiste Italienne qui se tint à Bologne les 1, 2, 3 et 4 juillet 1920. A ce congrès fut approuvée une résolution dont voici le texte :

« *Le congrès, tenant compte que les conseils d'usine et de section ont leur principale importance dans la mesure où l'on prévoit une révolution dans un avenir proche, et pourront être alors des organes techniques pour l'expropriation et pour la continuation nécessaire et immédiate de la production, mais qu'en continuant à exister dans la société actuelle, ils subiraient l'influence modératrice et accommodante de cette dernière ;*

Retient les conseils d'usine, organes aptes à encadrer en vue de la révolution tous les producteurs manuels et intellectuels, sur le lieu même du travail et en vue de réaliser les principes anarchistes-communistes ; organes absolument anti-étatiques et possibles noyaux de la future gestion de la production industrielle et agricole ;

Les retient, en outre, comme aptes à développer chez l'ouvrier salarié la conscience de producteur et comme utiles aux fins de la révolution en favorisant la transformation du mécontentement des classes ouvrières et paysannes en une volonté claire d'expropriation ;

De là invite les camarades à appuyer la formation des conseils d'usine et à participer activement à leur développement pour les maintenir, soit dans leur structure organique, soit dans leur fonctionnement, sur ces directives en combattant toute tendance de déviation collaborationniste, en sorte que tous les travailleurs de chaque usine, organisés ou non, participent à leur formation. »

Une seconde motion fut votée sur les « soviets » répétant des principes identiques sur l'impossibilité historique et politique de faire des expériences libertaires en période de contre-révolution.

Le 27 mars 1920, l'Ordine nuovo lança un appel des anarchistes aux ouvriers et aux paysans pour un congrès national des conseils. Cet appel fut contresigné par la rédaction du journal, par le comité exécutif de la section socialiste de Turin, par le comité d'étude des conseils d'usine turinois et par le groupe libertaire de la même ville.

Mais le congrès ne se tint jamais car d'autres événements se produisirent.

EVOLUTION ET FIN DU MOUVEMENT

Au fur et à mesure du développement des conseils, la réaction s'organisa. Dès le printemps 1919, à Turin, à l'initiative d'Olivetti, un syndicat patronal de l'industrie se constitua. En mars 1920 une conférence des représentants de différents syndicats patronaux de plusieurs régions du pays décida de réduire les conseils : à Naples des usines furent évacuées après usage de mitrailleuses et de canons. Fin mars, Fiat fut occupé, les industriels de Turin fermèrent les usines. Le 14 avril la grève générale fut proclamée dans le Piémont. Le gouvernement envoya l'armée, mais les ports et les gares étant en grève, elle allait lentement.

La question d'une grève générale insurrectionnelle fut posée par les conseils d'usine de Turin, l'Union syndicale italienne et les anarchistes. Une délégation des conseils contacta le conseil national du parti socialiste à Milan (ce conseil aurait du se réunir à Turin, mais il y avait... la grève et 20 000 policiers et soldats), et lui demanda quelle était son attitude : elle reçut un refus catégorique.

Le 24 avril, après un mois de grève des métallurgistes et dix jours de grève générale dans le Piémont, le patronat triompha et les premiers groupes fascistes financés par eux apparurent.

En septembre la situation était différente : il ne s'agissait pas d'un problème revendicatif, mais de l'expropriation et de la gestion ouvrière, ainsi que du contrôle.

Vu le refus révolutionnaire de la C.G.T., le mouvement se termina par un accord obtenu après des pourparlers entre les bureaucraties syndicales et patronales. Cependant au cours de la lutte, la présence des conseils d'usine

amena deux résultats importants :

a) Accentuation du caractère révolutionnaire des occupations et refus du contrôle ouvrier selon des normes légales ;

b) Là où ils existaient, les conseils d'usine ne firent pas seulement une occupation symbolique, mais réelle : au milieu de mille difficultés techniques et financières, ils maintinrent dans les ateliers un rythme de production normale ou presque normale. Ainsi à l'Officine Galileo de Florence (dont un camarade était secrétaire de la commission interne) la production demeura à 90 % de la normale.

Avril et septembre 1920 n'amenèrent pas de victoires profondes des ouvriers et des paysans : la réaction et les possédants s'organisèrent. Bientôt, ils disposèrent d'une force capable et décidée : l'organisation des faisceaux (=fascisme). Le fascisme représentait l'aspiration de tranquillité économique dont le patronat avait besoin, il était également nécessaire aux syndicalistes de la C.G.T. débordés par les partisans des conseils. Ainsi le premier ministre Giolitti et le cégétiste D'Aragona, signataires des accords mettant fin aux occupations, se retrouvèrent dans le fascisme. « *Mussolini fait la politique du grand philosophe qui connaît les masses* » (D'Aragona, cité par Ruggero Zangrandi, Il lungo viaggo attraverso il fascismo, Milan, 1963, p. 337).

Le refus de la lutte armée des révolutionnaires en situation de force amena deux ans plus tard le fascisme, telle nous semble être une des premières conclusions qui se dégagent de ces événements.

LES CONSEILS ET GRAMSCI

« *Le conseil d'usine est le modèle de l'État ouvrier. Tous les problèmes inhérents à l'État prolétarien sont inhérents à l'organisation des conseils. Dans l'un et l'autre le concept de citoyen disparaît au profit de celui de camarade : la collaboration pour produire bien et utilement développe la solidarité multiple des liens d'affection et de fraternité. Chacun est indispensable, chacun est à sa place, chacun a une fonction et un poste. Même le plus ignorant et le plus arriéré des ouvriers, même le plus vaniteux et le plus « légaliste » des ingénieurs finit par se convaincre de cette vérité*

dans les exercices de l'organisation de l'usine ; tous finissent par acquérir une conscience communiste pour comprendre le grand pas en avant que l'économie communiste représente sur l'économie capitaliste. » (Citation tirée - ainsi que les suivantes - de l'Ordine nuovo, 11 oct. 1919).

« *Sommes-nous syndicalistes ? (...) La théorie syndicaliste a complètement échoué dans l'expérience concrète des révolutions prolétaires. Les syndicats ont démontré leur incapacité organique à incarner la dictature du prolétariat. Le développement normal du syndicat est marqué par une ligne de déclin de l'esprit révolutionnaire des masses : il augmente la force matérielle, il débilite ou détruit l'esprit de conquête, il épuise l'élan vital, à l'intransigeance héroïque succède la pratique de l'opportunisme, la pratique « du pain et du beurre ». (...) Le syndicalisme est apparu comme une nouvelle forme de la société capitaliste, et non comme un dépassement potentiel de la société capitaliste. Il organise les ouvriers non comme des producteurs, mais comme des salariés, c'est-à-dire comme des créatures du régime capitaliste de propriété privée, comme vendeurs de la marchandise travail. Le syndicalisme unit les ouvriers selon l'instrument de travail ou selon la matière à transformer, c'est-à-dire que le syndicalisme unit les ouvriers selon la forme que leur imprime le régime capitaliste, le régime de l'individualisme économique.* » (8 nov. 1919).

« *Le développement de l'organisation syndicale est caractérisé par ces deux faits :* 1. *Le syndicat absorbe une quantité toujours plus grande d'effectifs ouvriers, autrement dit il incorpore dans la discipline de sa forme une quantité toujours plus grande d'effectifs ouvriers ; 2. Le syndicat concentre et généralise sa forme jusqu'à placer dans un bureau central la discipline et la puissance du mouvement : c'est-à-dire qu'il se détache des masses qu'il a enrégimentées, il se met hors du jeu des caprices, des velléités, de la volubilité qui sont propres aux grandes masses tumultueuses. Ainsi le syndicat devient capable de signer des pactes, à assumer des engagements : il oblige ainsi l'employeur à accepter une légalité dans ses rapports avec l'ouvrier, légalité qui est conditionnée par la confiance qu'a l'employeur dans la solvabilité du syndicat, par la confiance qu'a l'employeur dans les capacités du syndicat pour obtenir de la part des masses ouvrières le respect des accords obtenus.* » (12 juin 1920).

Malgré la vigueur de ces analyses, Gramsci ne conçoit pas la société

communiste autrement que comme dirigée de haut en bas (schéma capitaliste) : « *Voilà le début d'un grand processus historique, où la masse travailleuse prend conscience de son indivisible unité basée sur la production, basée sur l'acte concret du travail, et elle donne une forme organique à cette conscience en construisant une hiérarchie, une hiérarchie qui vient de son intimité la plus profonde.* » (8 nov. 1919).

La théorie marxiste du parti que défendait Gramsci l'opposa aux anarchistes. Il ne semble pas que Gramsci ait vu l'incompatibilité qui existe entre des conseils ouvriers qui dirigeraient la vie économique et le parti qui prétend représenter la classe ouvrière. Pour en revenir à Gramsci et les anarchistes, il les critiqua pour leur refus du parti en employant l'hypocrisie, ce qu'il essaya de justifier :

« *Dans Umanità Nova du 19 août, les camarades Ferrero et Garino se plaignent amèrement parce que la déclaration publiée par notre groupe pour les élections à la commission exécutive de la section turinoise contient une allusion à la « phraséologie démagogique bien connue des anarchistes et des syndicalistes ». Gariao et Ferrero ont perdu patience en lisant cette allusion : ils se demandent comment nous pouvons collaborer avec des démagogues sur une base aussi importante que les conseils d'usine ; ils nous reprochent d'oublier que c'est avec de tels démagogues que l'unité prolétaire se fait réellement*. »

A ceci Gramsci déclare que le problème d'être pour ou contre l'État prolétaire n'existe pas, il y a la dictature de la bourgeoisie ou celle du prolétariat, ceux qui nient cela sont comme le « *charlatan qui offre une infusion d'orgeat à un malade de la peste* ». Puis il enchaîne : « *Individuellement, la question change : individuellement Garino et Ferrero sont deux ouvriers, deux bons ouvriers professionnellement deux militants sincères et loyaux de la classe prolétaire*. » Enfin, Gramsci développe l'idée qu'il faut s'unir pour construire l'État et qu'il espère que les deux camarades seront convaincus par le « déterminisme » historique.

Nous constatons donc que l'acuité des analyses de Gramsci s'écroule quand il s'agit du parti, il n'hésite pas à se prévaloir de la tactique des syndicats d'englober les masses et de décider en leur nom. Il nous semble que cette incapacité de Gramsci vient de ce qu'il était un leader politique et non un leader syndicaliste.

« RAPPORT SUR LES CONSEILS D'USINE ET D'ATELIER »

Présenté par Maurizio Garino au congrès de l'Union anarchiste Italienne (Bologne, 1-4 juillet 1920), publié dans le journal « Umanità Nova » du 1e juillet 1920.

Le problème des conseils d'usine et d'atelier revêt en ce moment une importance particulière même en ce qui concerne le mouvement anarchiste communiste. Issu de raisons sociales profondes, il s'est imposé en peu de temps à l'attention des organisations politiques et économiques de la classe ouvrière, apparaissant comme un postulat de premier ordre. Surgi au début d'un centre industriel où l'existence d'établissements énormes avait créé des conditions très favorables, il s'est diffusé dans plusieurs localités. Maintenant, les tentatives de création des conseils sont nombreuses, dans les conditions les plus différentes.

Certes, ce nouvel organisme s'est frayé un chemin à travers des obstacles importants. L'ambiance même de la première expérience où il s'est déroulé, a offert de grandes facilités, et elle a également offert, pour des raisons diverses, de tenaces résistances. Les plus importantes, au début, apparurent sur le plan syndical, mais elles furent dépassées par l'élan des organisés eux-mêmes. D'âpres résistances furent opposées par les patrons de l'industrie, dès qu'ils eurent la certitude que les conseils tels que nous les entendions annonçaient la révolution et non la collaboration : profitant d'une situation qui nous était défavorable, ils donnèrent l'assaut avec l'intention de nous étouffer. Malgré tout cela, les conseils se renforcent aujourd'hui, entraînant dans leur orbite de nombreux éléments qui leur étaient contraires, gagnant chaque jour plus de sympathie dans le milieu ouvrier.

Il est donc opportun de notre part d'examiner cette importante question non seulement pour éclairer et préciser notre attitude à son égard, mais éventuellement pour nous préparer à défendre les conseils contre de possibles déviations, que des organisations ou des hommes de droite pourraient leur imprimer. La conviction que nous sommes finalement à la veille d'une transformation sociale qui, si elle ne nous mènera pas à la

réalisation des postulats les plus importants de l'idée anarchiste, déblayera certainement le terrain pour des conquêtes ultérieures, est une prémisse indispensable avant d'affronter l'étude des conseils. La nécessité de forger, dans la recherche de possibilités bien délimitées, des armes mieux adaptées à la poussée révolutionnaire, nous a conseillé de favoriser l'éclosion de ces nouveaux organismes. Ce sont des instruments excellents : d'abord pour l'action immédiate, ensuite pour garantir la continuité de la production dans la période insurrectionnelle et enfin parce qu'ils peuvent être les cellules de base de la gestion communiste.

Le conseil d'usine est un organisme en soi. Il regroupe tous les producteurs manuels et intellectuels sur le lieu même du travail. Étant édifié sur les différents moments de la production, il donne une garantie pour connaître tout le processus de la production. Par conséquent, il a en soi des qualités suffisantes pour assumer l'éventuelle gestion, en se débarrassant de l'enveloppe capitaliste, en rejetant hors du système de production tous les éléments parasites.

En outre, comme moyen de lutte révolutionnaire immédiate, le conseil est parfaitement adapté, tant qu'il n'est pas influencé par des éléments communistes. Il substitue à la mentalité du salariat la conscience du producteur, en donnant au mouvement ouvrier une tendance claire à l'expropriation. Une des plus grandes qualités des conseils comme moyen de lutte révolutionnaire est précisément celle-ci : il porte la lutte de classe sur son terrain naturel et il la dote d'une grande force.

L'ascendant que la machine possède sur l'ouvrier est immense. Dans ces conditions, la sensation tangible que la machine, sur laquelle il passe une grande partie de son existence et à laquelle il est indissolublement lié, peut et doit lui appartenir, est primordiale.

On a confondu le conseil d'usine avec le soviet. Il est utile de répéter que tandis que le premier encadre tous les producteurs sur le lieu de travail, dans le but de gérer les moyens de production, le deuxième est l'organe politique, par lequel les communistes autoritaires entendent exercer leur pouvoir.

Le conseil tel que nous l'entendons, devrait être le travail librement associé et coordonné pour produire les denrées et les objets nécessaires à la communauté. Loin de nous l'intention de dicter a priori une quelconque

norme fixe, qui devrait organiser demain les relations entre les personnes. Nous laissons cet objectif à la révolution sociale, qui fera son chemin sans s'occuper des schémas de tel ou tel parti.

Mais comme nous sommes convaincus que la production loin de diminuer doit augmenter le lendemain même de l'insurrection et comme nous jugeons absurde dans les conditions actuelles de détruire et de désorganiser les grands complexes industriels, où se trouvent les systèmes de production les plus avantageux et les plus rapides, nous sommes décidés à nous préserver de toute surprise en constituant dès maintenant une libre confédération de conseils qui, au fur et à mesure des besoins, formera des bureaux techniques et de statistiques, en étendant un réseau de rapports utiles entre les différentes communautés qui auront indiscutablement intérêt à se mettre d'accord sur un travail d'aide mutuel.

La lutte des camarades partisans des conseils pour faire une brèche dans la vieille mentalité syndicale fut difficile. La victoire qu'ils ont remportée correspondait aux besoins de la masse ouvrière, lassée désormais d'une discipline pas toujours nécessaire et qui aspirait à une plus grande liberté d'action. La transformation de ces organisations fut le premier but des partisans des conseils qui, à travers le syndicat, réussirent par la suite à faciliter le développement des conseils. L'innovation consistait à donner un droit de délibération dans le syndicat à l'assemblée des commissaires à la répartition, qui tout en étant organisés, étaient élus par tous les ouvriers syndiqués ou non, indistinctement – à raison d'un élu pour trente ouvriers. Il est facile de comprendre pourquoi un tel système était inacceptable pour cette organisation puisque les inorganisés auraient influencé les directives du syndicat.

Les syndicalistes désiraient donc limiter la nomination des commissaires à la répartition par les ouvriers. Cependant le système que nous avions choisi et qui confondait – durant un certain temps – le conseil d'usine avec le syndicat, représentait le seul modus vivendi qui sauvait l'esprit des conseils d'usine et éliminait dans la période de l'action des oppositions trop graves entre les conseils et le syndicat, en fournissant de cette manière une base unique de délibération.

Par contre, en excluant les inorganisés du droit de vote, on ajoutait un nouvel appendice au syndicat. Le contraste entre les deux thèses est évident

; l'acceptation de la thèse syndicale aurait complètement dénaturé les conseils.

Une seconde thèse soutenue par les socialistes centristes est l'élection des conseils par tous les producteurs, qui ont droit à élire des commissaires. Cependant ces commissaires sont tenus à l'écart de la direction syndicale et admis uniquement en tant qu'organes consultatifs et chargés de certaines tâches syndicales dans les ateliers en attendant que les syndicats prennent la direction des entreprises. Cette thèse est également opposée à l'esprit des conseils en tant qu'elle les soumet à des organismes auxquels – tout en ayant aujourd'hui quelques points de contact – ils ne peuvent en aucun cas être soumis, puisqu'ils tirent exclusivement de l'unanimité des producteurs leur raison d'être, ce qui est profondément différent de ce qui anime les syndicats.

L'accusation de vouloir tuer les syndicats nous a été injustement faite en plusieurs occasions. Nous admettons que l'action des syndicats est en partie absorbée par le conseil, mais nous avons la conviction que ce dernier exerce une influence féconde sur le syndicat, puisqu'il le rapproche des vibrations de la masse, en le mettant en mesure d'interpréter de près les besoins.

Nous reconnaissons donc implicitement que les syndicats ont encore aujourd'hui plusieurs raisons d'exister, d'exercer des fonctions encore nécessaires. Nous leur refusons cependant la possibilité d'aller plus loin – en général – que la défense des intérêts des ouvriers comme salariés et de créer – comme le conseil le fait avec une relative facilité – une prise de conscience claire de l'expropriation communiste.

Nous reconnaissons cependant que le conseil a aujourd'hui une base commune avec les syndicats. Ces derniers, en tant qu'organes de protection des intérêts ouvriers comme salariat, s'engagent à observer des pactes et des accords pris au nom de la collectivité, pour plusieurs usines. Le pouvoir des syndicats s'étend donc sur de vastes groupements d'usines et, surtout aujourd'hui où la tendance à créer de grands syndicats d'industries, va jusqu'aux catégories les plus petites, pénètre dans l'usine en tant que contrôle de l'application et du respect des pactes de travail des conseils, composés presque toujours des mêmes adhérents que l'organisation syndicale.

Sur ce terrain le conseil est obligé en fait d'aider le syndicat (dire qu'il ne le fera pas officiellement est un sophisme), sauf dans le cas où cette fonction deviendrait un objectif, ce qui comme nous l'avons vu, dénaturerait le conseil. Trop souvent cette fonction que les conseils acceptent à contrecœur, leur a donné l'aspect de suite des vieilles commissions internes, Ainsi, on s'est basé sur le fait que dans certaines localités la commission interne exerçait de grandes fonctions dont certaines étaient fusionnées avec les syndicats d'industrie, pour dire que sa structure est identique au... conseil d'usine.

[1] Fabbri Luigi, tiré de « Umanità Nova » - numéro spécial de septembre 1954.
[2] Il s'appelle C.G.L. Confederazione Generale del Lavoro, même sens que C.G.T.
[3] et [4] Voir Leonetti « Mouvements ouvriers et socialistes en Italie » p. 140.
[5] « Umanità Nova » éditorial du 8 septembre.
[6] Idem 20 septembre.

CNT-AIT

7 rue saint Rémésy

31 000 Toulouse

Tél/fax/répondeur : 05 61 52 86 48

http://www.cntaittoulouse.lautre.net/

Pour recevoir gratuitement un exemplaire de notre presse, envoyez vos coordonnées à l'adresse ci-dessus ou consultez notre site internet.

LES OCCUPATIONS D'USINE DANS L'ITALIE DES ANNÉES 20

Les conseils italiens

En 1919 et dans les années qui suivirent, l'Italie fut secouée par un mouvement révolutionnaire d'ampleur, qui avait pour principale caractéristique l'occupation des usines par les travailleurs, et même parfois la reprise de la production par les travailleurs eux-mêmes.
Ce texte, tiré d'un livre aujourd'hui épuisé, permet d'avoir un aperçu du rôle que les anarchistes jouèrent pendant cette période, ainsi que des débats qui animèrent le mouvement révolutionnaire à propos de ce nouvel de la classe ouvrière outil que sont les conseils d'usines.

